

INSURREZIONE

Prolétaires, si vous
saviez...

ITALIE 77 80



OMBRE HERETIQUE

LE LABORATOIRE
DE LA CONTRE-RÉVOLUTION.
ITALIE 1979-1980.

« Que les hommes ne fassent plus de révolution tant qu'ils n'auront pas appris à se passer du pouvoir. Qu'ils n'écrivent plus tant qu'ils ne seront pas absolument décidés à braver l'opinion. Gloire à toi, liberté! »

Cœurderoy, « Jours d'exil »

I – L'attentisme du pouvoir. 1977-1978

(1)

Le conflit social profond, le vaste mouvement de révolte qui s'est manifesté en Italie en 1977 présente des caractéristiques de radicalité nouvelle pour ce pays. En effet, pour la première fois des secteurs entiers du prolétariat italien ont combattu comme leurs ennemis implacables non seulement l'État et ses forces armées, mais aussi les organisations ouvrières, en particulier le parti communiste. Au cours de cet affrontement, les groupes qui, politiquement, se situaient à gauche du P.C.I., ont révélé leur nature de parasites extérieurs et hostiles à la lutte révolutionnaire.

(2)

Le « mouvement de 77 » commence en janvier comme un mouvement étudiant qui occupe les universités pour résister à une réforme imbécile

que le gouvernement veut mettre en œuvre. Il est surtout composé de jeunes au chômage. A Rome, il conflue avec un puissant mouvement du « tertiaire », majoritaire chez les hospitaliers, et enraciné dans beaucoup d'autres secteurs.

La distribution géographique du mouvement est très inégale : à Milan, par exemple, où se déploient certaines des activités les plus spectaculaires de l'Autonomie Ouvrière, le mouvement est inexistant. Au cours de ses faibles surgissements, il ne se libère jamais complètement d'une optique politico-revendicative, et fournit une base aux manœuvres et aux alliances (que Negri, Scalzone et consorts soutiennent) (1) avec les groupes gauchistes. A Bologne, où agissent Radio Alice et le groupe qui publie la revue A/Traverso, et où le mouvement baigne dans une atmosphère « giovaniliste » (2) et tout à fait moderniste (à travers l'introduction de l'idéologie française de Foucault, Deleuze, et Co.), le mouvement réussit à avoir l'initiative dans une atmosphère d'entrain et d'enthousiasme jusqu'en mars 1977 ; ensuite, face à la répression, il se replie et lâche pied, ce qui permet aux fossoyeurs gauchistes de Lotta Continua de le récupérer et de l'enterrer. A Rome, en revanche, où, notamment après l'épuisement de sa courbe ascendante de mars 1977, l'influence des comités ouvriers autonomes (ceux de la via Volsci, organisation militante « traditionnelle ») est déterminante, le mouvement déborde sur des couches sociales plus vastes, va jusqu'à entamer sérieusement la base du P.C.I., et maintient une influence de masse pour plus d'une année.

C'est précisément à Rome, où les jeunes prolétaires des banlieues s'unissent aux ouvriers de la génération précédente, que le mouvement oppose la résistance la plus tenace et la plus radicale à la répression, jusqu'à ce qu'il soit irrémédiablement mis en crise par l'enlèvement de Moro.

Au mouvement il n'a manqué ni le nombre, ni la capacité militaire de s'emparer du centre d'une des villes les plus riches et les plus importantes d'Italie, Bologne, pas plus que la tendance vitale à ébaucher une critique de la vie quotidienne et de la politique.

(3)

Au sein du mouvement, les groupes politiques organisés qui ont eu un poids réel et, à l'occasion, déterminant dans le déroulement des événements ont été ceux qui composent ce qu'on appelle l'« Autonomie Ouvrière Organisée ». La théorie de ces groupes, plus ou moins liés à la tradition léniniste, en quelques cas ouvertement staliniens, ne les distinguait guère d'un gauchisme militant et conséquent. Ce qui en a fait un pôle d'attraction pour des milliers de prolétaires a été leur pratique principalement illégale

et violente ainsi que leur opposition déterminée au P.C.I. et aux organisations syndicales, pratique qui coïncidait effectivement avec les aspirations les plus diffuses. En particulier, à Rome dans l'Autonomie Organisée, s'exprimait l'organisation directe de noyaux importants de prolétaires et d'un grand nombre de collectifs et de comités de quartier.

(4)

Une des caractéristiques des groupes de l'autonomie a été de mettre systématiquement en évidence les aspects militaires de l'affrontement en cours. Cela correspondait effectivement à l'aspiration générale d'en finir avec le réformisme et l'opportunisme répugnants qui prévalaient dans le milieu politiquement à gauche du P.C.I., milieu qui, en fait, n'a jamais eu de rôle positif dans le déroulement des événements. Cet aspect, outre qu'il a donné des résultats *immédiats* d'une efficacité admirable, a cependant eu pour effet de privilégier toujours et partout la violence et la lutte armée pour elles-mêmes, c'est-à-dire indépendamment de leur contenu réel, des perspectives réelles du mouvement, et de sa critique théorico-pratique.

(5)

Durant les premiers mois de 1977, l'appareil de propagande de l'État a créé et exagéré le mythe de l'autonomie armée, avec pour résultat de créer non un monstre mais un phénomène spectaculaire. Toutes les tendances de l'autonomie ont été complices de cette mystification et sont tombées dans ce piège. Les autonomes ont tenté par tous les moyens de se faire valoir en utilisant la fascination pour la lutte armée, en faisant étalage d'un triomphalisme tout à fait injustifié, ce qui a favorisé l'abandon de toute forme de lutte quotidienne, par nature obscure, fermée aux succès spectaculaires, au profit d'actions qui ne mettaient en jeu que des militants, anciens ou nouveaux, mais qui avaient l'avantage d'occuper les premières pages des journaux. L'État italien, qui, deux années plus tard, a incarcéré tous les théoriciens de cette tendance, a alors évité de prendre des mesures répressives contre les responsables de ce type de radicalisation dans l'affrontement. Quand cela a été possible, ce sont les restes des groupes gauchistes qui se sont chargés de la répression : en particulier Lotta Continua et le M.L.S. (3) se sont mis à la remorque pour l'étrangler aussitôt qu'ils l'ont eu rejoint.

(6)

L'autonomie ouvrière et la vaste aire sociale qui a été arbitrairement identifiée avec les positions de tel ou tel groupuscule, était tantôt partie intégrante du mouvement révolutionnaire (surtout dans le Sud) et tantôt modèle spectaculaire (surtout dans le Nord). Tout cela a accru la confusion et le manque de perspectives, typiques d'une situation de désordre au cours de laquelle les modèles idéologiques préexistants sont entrés en crise, et où la poursuite même de l'« action » — *alors* « encouragée » par le spectacle — tendait à faire paraître la théorie révolutionnaire superflue.

(7)

En mai 1977, les groupes armés clandestins sont spectaculairement rentrés en scène, en blessant aux jambes quelques journalistes de droite.

Ces groupes existaient en Italie depuis 1971, avaient connu un certain développement, mais en 1977 paraissaient une tendance marginale face à l'Autonomie en pleine ascension. Tout l'appareil de propagande, du P.C.I. à la droite, en expliquèrent la réapparition en les définissant comme le « noyau dur », le cœur organisationnel du mouvement, son moteur et son centre occulte. Cette théorie est totalement mensongère. Les groupes défendaient le principe de l'organisation complètement clandestine, fondée sur la totale abnégation, à l'occasion le sacrifice, des militants. Rien n'était plus étranger à l'esprit du mouvement, critique face au militantisme et souvent tourné vers la critique de la vie quotidienne selon des formes ironiques, voire festives ou bouffonnes. A cet argument, les vendus et les imbéciles de toute sorte répondent qu'il existait un mouvement « créatif », contre-culturel, « bon » et un mouvement « armé », « mauvais », dont les organisations clandestines étaient le noyau central et l'autonomie ouvrière l'organisation de masse.

(8)

En réalité, le mouvement « créatif » de Bologne est celui qui a soutenu, en mars 1977, l'affrontement militaire le plus vaste et le plus radical et contre lequel on a envoyé les chars, tandis que les groupements clandestins condamnaient durement les formes de lutte armée du mouvement à l'extérieur duquel ils s'étaient tenus, en le dénonçant comme « aventuriste » et « spontanéiste ». Toutefois, le mensonge de la propagande d'État avait une base réelle : il existait dans le mouvement une composante contre-culturelle, nourrie des théories sur le secteur alternatif à la manière des États-Unis,

composante vers laquelle furent lâchés les animateurs culturels qui en devinrent bien vite les interprètes.

(9)

La faiblesse théorique du mouvement révéla de plus en plus ses conséquences mortelles, au fur et à mesure que diminuaient l'élan et l'enthousiasme. En 1978 vinrent l'épuisement et la peur, en même temps que les premières « démonstrations » de répression à grande échelle, ce qui à son tour contraignit les révolutionnaires à une lutte de plus en plus statique, de plus en plus étroite, défensive, rythmée par les échéances d'affrontement que le pouvoir *choisissait* plus ou moins : interdictions, meurtres en pleine rue, répression sélective. Dans les premiers mois de 1978, le mouvement allait s'épuisant, il accusait les coups, il agonisait, et le P.C.I. commençait à lancer ses hommes de main à la reconquête des universités. Dans le même temps, le terrorisme reprenait de la vigueur.

(10)

La séquestration et l'homicide de Moro ont conclu la situation cahotique dans laquelle le mouvement de 77 avait vécu. Il fut possible de mettre en état de siège Rome, qui était le centre où survivait principalement la résistance du mouvement. Mais ce qui compta davantage, c'est que le pur spectacle domina de nouveau la scène. Les mass-média ont été les vrais vainqueurs de la séquestration de Moro. Le public s'est retrouvé entassé devant les postes de télé à vivre le film de la lutte de classe, des communiqués, des lettres du malheureux démo-chrétien, dont tous voulaient la mort. Tous les journaux (même *Il Male* (4) fit ses choux gras de la situation) rapportaient en première page les communiqués des B.R. Le système avait choisi son ennemi — le terrorisme — et avait réussi à l'imposer à tous. La fiction devenait réalité. La lutte avait lieu entre l'État, la démocratie, etc., et une poignée de terroristes, efficaces, froids et impitoyables. Les deux camps étaient bien définis : chacun devait choisir : ou avec les carabinieri ou avec les ravisseurs. L'État italien a tué Moro, mais pour donner un coup mortel à la révolution. Le P.C.I. remplissait les places de drapeaux rouges contre le terrorisme. De façon identique aux B.R., l'État imposait le chantage : ou avec nous ou avec eux.

La position prise dans l'ensemble par le mouvement sur la séquestration de Moro demeura essentiellement défensive et de circonstance : dans quelques secteurs apparut le mot d'ordre capitulaire : « ni avec l'État ni avec les B.R. », dans d'autres la solidarité avec les B.R. prévalut. Les critiques

les plus radicales vinrent des groupes les plus organisés, accusés par la suite d'avoir pris part à la séquestration. Ceux-ci perçurent l'événement comme l'attaque meurtrière d'une organisation *concurrente*, et purent de ce fait en dénoncer la nature, antagonique à tout le développement du mouvement.

II – 7 avril et 21 décembre

(11)

Tous les leaders les plus connus de l'Autonomie Organisée ainsi que bon nombre de militants sont arrêtés le 7 avril 1979. Les accusations paraissent dans un premier temps absurdes : les dirigeants de l'Autonomie Ouvrière sont accusés d'être les chefs des B.R. et d'avoir ordonné et organisé la séquestration et le meurtre de Moro. La première réaction du mouvement, qui à cette occasion semble se ranimer un instant, est l'incrédulité : les accusations sont tellement absurdes qu'elles sont considérées comme une erreur imbécile de l'État et de magistrats qui se croient au temps des purges soviétiques des années trente. Aveuglément, en bloc, sans hésitation ni balancement, toute la presse, toutes les radios, et la télévision soutiennent et avalisent les incroyables mensonges de la magistrature togliattienne (5). Le mouvement, ou plutôt l'Autonomie Ouvrière Organisée, avait, par irresponsabilité, toujours compté sur les espaces qu'elle réussissait à se faire attribuer dans les journaux quotidiens grâce à sa pratique, ainsi que sur les bons rapports qu'elle entretenait avec quelques forces progressistes, intellectuels, journalistes, politiciens. L'Autonomie se trouve tout à coup bouche cousue, elle ne peut même pas répondre aux accusations non seulement énormes mais aussi insultantes, imprécises, confuses, qui ont pour but d'embrouiller selon une technique digne du « polar » à suspense.

(12)

La vérité est que les espaces qui se ferment à l'improviste à l'Autonomie Ouvrière Organisée sont les espaces du spectacle. En scène il y a une autre représentation et dans celle-ci on a réservé aux autonomes le rôle des accusés. La montagne d'irréalité qui avait été précédemment créée est remplacée par une équation encore plus irréaliste : mouvement « armé » = lutte clandestine. Et cela avec un mépris complet pour les faits et, entre autres, pour la lutte de l'Autonomie Ouvrière Organisée contre la séquestration de Moro.

(13)

Dans le même temps l'appareil de propagande du pouvoir décerne un seul rôle aux leaders de l'Autonomie : celui de coupables. Dans les mois qui suivent ces arrestations, diverses interviews des arrêtés du 7 avril sont publiées ; elles sont invariablement conçues, par le ton et le contenu, pour avoir un sens accusateur. Les autonomes ne peuvent plus se permettre les hâbleries que, quelques mois auparavant, les mêmes journalistes accueillent avec la plus grande générosité.

Eh non, désormais ils doivent se défendre, se disculper, nier tout à travers ces *mêmes* journaux qui les crucifient. L'illusion de pouvoir *utiliser* la presse du capital s'est retournée inexorablement contre les autonomes.

(14)

En outre, dans ces interviews, on « arrange » les personnalités des leaders autonomes, on utilise leur notoriété amplifiée et le trouble ambiant pour transmettre des messages de défaite à tout le mouvement. Prenons le cas de Piperno. Ce monsieur n'a eu aucune influence dans les événements de 1977. Il est apparu à l'improviste au moment de la séquestration de Moro, quand la presse a fait un large écho à ses propositions de médiation, absolument velléitaires et impuissantes, entre l'État et les ravisseurs, propositions qui en étaient arrivées au point de solliciter et d'obtenir des rencontres avec les dirigeants du P.S.I., les plus favorables à l'échange de prisonniers proposé par les B.R. Après le 7 avril, Piperno, en fuite, est unanimement traité de « leader du mouvement ». Ce fugitif lance une proposition d'amnistie pour les terroristes qui reçoit un écho énorme, sans commune mesure avec ses possibilités de réalisation, à peu près nulles.

Sa proposition était la suivante : nous, c'est-à-dire l'ex-groupe dirigeant de Potere Operaio, sommes les seuls *politiciens* capables de reconduire les masses de jeunes à l'intérieur de la dialectique du pouvoir, nous sommes les seuls interprètes et contrôleurs potentiels du refus des jeunes ; si vous nous mettez en prison, la société italienne perdra son seul canal de récupération des masses de jeunes déboussolées, lesquels *entreront en masse dans les organisations « militaires »*.

La presse n'a même pas eu besoin d'expliquer le message : la connotation réformiste de tout le mouvement *face à une effective radicalité révolutionnaire des organisations clandestines*, implicite dans les affirmations de Piperno, correspondait trop bien à l'analyse que toutes les bouches du pouvoir cherchaient à imposer.

L'entrée de tous les irréductibles dans les organisations clandestines ne faisait pas peur à l'État. Ce qui dans l'esprit de Piperno devait sonner comme un avertissement *maffieux* terrifiant (et quelque magistrat fasciste feignit d'en accepter la provocation) ne fut qu'une indication de plus pour ceux qui se laissaient déjà entraîner sur le chemin du faux antagonisme constitué par les groupes terroristes.

Sur le terrain *propice* d'une opposition militaire *factice*, l'État affrontera en une année le tonnerre des organisations armées, y amalgamant des centaines d'individus et de groupes qui n'en faisaient pas partie.

(15)

Dans l'ensemble, l'« opération du 7 avril » s'est fixée certains buts et les a atteints. Laissons de côté l'un de ces buts, à savoir le règlement de compte interne au pouvoir entre P.C.I. et D.C. d'un côté et « parti de la négociation » de l'autre, dont parlent encore aujourd'hui les leaders de l'Autonomie incarcérés pour expliquer le « sens » de toute l'opération.

Indubitablement, l'un de ces buts était la répression directe et la « désarticulation » des luttes : outre les leaders spectaculaires et les universitaires, on a aussi arrêté un certain nombre de militants et d'organisateur qui menaient des luttes quotidiennes. En ce sens, le 7 avril est une attaque directe et indiscriminée contre tout le mouvement, et vaudra surtout comme précédent. Depuis, et bien plus après le 21 décembre, ce sont de plus en plus souvent des « militants de base », des ouvriers, des étudiants des « écoles moyennes », des gens qui soutenaient et organisaient concrètement les types de luttes les plus variées qui sont arrêtés. Ils sont arrêtés sous l'inculpation de faire partie des B.R. ou tout simplement d'en être les dirigeants.

(16)

Cependant, « l'opération du 7 avril » se caractérise surtout par sa nature de coup spectaculaire contre les *chefs*, les responsables de dix années de subversion et de terrorisme en Italie. D'abord, les arrêtés étaient souvent très connus : de Négri, Scalzone, Piperno les journaux avaient souvent parlé, en les affublant systématiquement du titre de leader, même quand ils ne comptaient pour rien dans le mouvement. Eux-mêmes avaient parlé volontiers pour les journaux et avaient contribué plus que personne à former une image spectaculaire de l'autonomie, à falsifier en fin de compte la réalité du mouvement italien, en se faisant constamment les interprètes de tout ce qu'il exprimait de nouveau, en donnant une image amplifiée et

trionphale de ses pratiques, jusqu'à leur faire atteindre un stade de pur spectacle, jusqu'à faire qu'elles soient reproduites par *imitation*.

Ce fait, de pair avec l'énormité des accusations qui en masquait l'absurdité, garantit un formidable effet spectaculaire. Une bombe : au moment même où le mouvement était en état de faiblesse extrême et les B.R. à leur apogée, l'action coordonnée, orchestrée des moyens d'information «démontrait» comment, *pour vaincre le terrorisme*, il fallait *d'abord* chasser la révolution sociale.

(17)

Les figures spectaculaires des accusés du 7 avril — désormais remodelées par les mensonges — étaient le produit qu'ils avaient eux-mêmes contribué à créer, avec la collaboration des *secteurs culturels* adjoints au mouvement ; c'est aussi la conséquence d'une faiblesse collective, en particulier de l'absence de théorie révolutionnaire. Ces figures spectaculaires étaient tout ce qui, dans les deux années précédentes, avait été vendu par l'Espresso comme de la révolution, et beaucoup y avaient cru : il n'est pas exagéré d'affirmer que, à diverses occasions, les «rythmes» du mouvement avaient été décidés par la presse progressiste. Désormais, les quotidiens (Lotta Continua, Republica) et les hebdomadaires (Espresso, Panorama) du *mouvement* se mirent à calomnier directement la révolution, en en présentant une image fausse, stéréotypée et grotesque. On la calomniait en disant : les dirigeants du mouvement révolutionnaire étaient, à l'insu de leurs propres suiveurs auxquels ils débitaient des critiques ad hoc de la lutte armée clandestine, les dirigeants des B.R. et de Prima Linea, qui constituaient le *vrai* projet révolutionnaire. Quelle chaîne de falsifications ! Mais qui avait avant tout pour effet de cacher que Negri et Piperno non seulement n'étaient pas les dirigeants des B.R., mais encore *qu'ils n'avaient jamais été non plus les dirigeants du mouvement de 77-78*.

(18)

Le 21 décembre 1979, l'action répressive de l'État fait un saut qualitatif et avec elle l'énorme calomnie contre la révolution. Des milliers de perquisitions furent effectuées de nuit dans toute l'Italie, une douzaine de «dirigeants» de l'Autonomie Ouvrière Organisée furent arrêtés, tandis qu'une nouvelle avalanche de chefs d'inculpation tombait sur la tête des leaders déjà emprisonnés. Par suite des déclarations d'un délateur (Fioroni), ils furent tous accusés d'avoir constitué une organisation militaire fantôme avant la naissance des B.R. La plus consistante des accusations particulières,

dirigée en l'espèce contre le *chef des chefs*, c'est-à-dire Negri, est d'avoir organisé l'enlèvement et le meurtre d'un de ses amis et camarades du parti. Pour la première fois, Negri, *et avec lui le mouvement révolutionnaire*, est accusé d'un fait concret, circonstancié, précis. Et *quel fait!* la trahison et le meurtre d'un camarade, membre de la même organisation.

L'accusation de fratricide sert évidemment à clouer Negri au pilori. Mais avec cette nouvelle arme, l'appareil déchaîné de la propagande veut liquider un ennemi beaucoup plus redoutable, l'accabler sous un sentiment de culpabilité, le déboussoler, le démoraliser, l'abattre. Il veut en écouter les confessions, les auto-accusations, les abjurations, les pénitences, les reniements, les désillusions.

(19)

Dans toute l'opération de répression, l'aspect de guerre psychologique est plus important que la répression immédiate. C'est précisément cet aspect qui doit rendre par la suite possible une répression généralisée. Avec le 21 décembre, on intimide des milliers de camarades et on les informe que, parmi eux, il y avait des assassins, des traîtres et des fratricides, des délateurs, des vendus et des déments, et que cela est l'essence même de tout ce qu'ils ont fait, violence brute, aveugle, homicide, à peine justifiée par des idéologies délirantes.

(20)

Pour comprendre à travers quels canaux le capital a touché directement le «cerveau collectif» des masses de jeunes qui avaient vécu le mouvement de 77, il faut au moins avoir en tête la fonction du quotidien «Lotta Continua». Ce journal a été pendant toute l'année 1977 le journal du mouvement parce qu'il était le seul à publier textes et communiqués de l'Autonomie, bien que dans toutes les situations où les militants de L.C. aient eu une influence prépondérante, ils aient étouffé le mouvement et aient eu recours, quand ils le pouvaient, à la violence physique et aux insinuations délatrices.

Le quotidien Lotta Continua, outre les rituelles campagnes «libérales» contre la répression, a surtout mené une campagne de démoralisation, de confusion systématique, ce qui a tendu, évidemment, à susciter l'angoisse et à jeter le trouble. Il était facile de trouver dans les actions sanguinaires et démentes des terroristes des raisons de crier contre la violence, le sang et la mort, et d'invoquer les valeurs sacrées de la tolérance, de la vie et de la non-violence. Sur ces bases, il n'était pas difficile non plus d'appuyer

sur l'accélérateur de la vie alternative, de la drogue, du féminisme, de la libération individuelle, et en même temps de tirer le frein à main de la peur, de l'angoisse, de l'incertitude, de la perte des points de repère. Et puis il y eut des campagnes culturelles à répétition : depuis les nouveaux philosophes jusqu'aux valeurs sacrées de la vie, de la « créativité », de la fantaisie d'un mouvement qui se voulait exclusivement *culturel*. Jusqu'à une petite campagne ambiguë sur la *délation*.

Les arrestations du 21 décembre ont été précédées par une année de discussion dans Lotta Continua sur le « droit à la délation » et sur le « droit à dénoncer les camarades assassins ». C'est Lotta Continua qui, en premier, a soulevé le scandale d'un de ses militants, « assassiné des années auparavant par des camarades de l'Autonomie », après avoir attribué le meurtre aux fascistes pendant trois années. Sur cet épisode, exhumé *au moment opportun*, « s'ouvre la discussion » sur le « droit à la délation ».

Du même Fioroni, Lotta Continua s'en occupe amplement *bien avant que sa délation soit rendue publique*, investissant tout le mouvement par un débat sur la figure de ce camarade que le « choix tragique de la violence a mené inévitablement à assassiner son meilleur ami », sur sa crise psychologique, sur son *repentir*, sur sa dénonciation de cette logique révolutionnaire qui conduit inexorablement à égorger son propre frère.

Dans le texte de sa délation, Fioroni dénoncera les arrêtés du 7 avril comme ses complices, et encore une fois Lotta Continua saura se battre pour défendre la *crise* de ce malheureux.

(21)

Ce qui est plus important, c'est qu'on ne peut plus parler de la révolution, comprise comme projet, pratique, passion et vie. Pour qui s'obstine, il y a l'Antiterrorisme et la Digos (6) et, plus efficace encore, l'oubli qui frappe ceux qui s'entêtent à ignorer les modes. Les révolutionnaires n'ont plus de tribunes, tous les écrans les ignorent, le spectacle s'oriente vers autre chose. Les jeunes, cyniques et désillusionnés, n'ont plus de temps pour les idéologies, encore moins pour les rêves.

Une des plus graves lacunes du mouvement de 77 a été de n'avoir eu ni moment de réflexion ni perspectives précises pour ce qui suivrait.

L'explosion de radicalité dans ces cités qui ont échappé au contrôle serré du capital a été improvisée et anonyme, mais la richesse de l'action est restée imbriquée dans une émotivité politique coupée de toute mémoire théorique de classe.

La critique que le mouvement a faite contre le vieux et le nouveau révisionnisme, l'un étant le fils de l'autre, à Rome, n'a pas été reliée, par une

formulation théorique de lutte contre l'opportunisme, à cette forte tradition de classe qui a toujours caractérisé les mouvements radicaux du passé ; or c'est une nécessité primordiale que d'identifier l'ennemi qui se niche, se cache au sein d'agréats interclassistes afin d'entraver et de freiner les débordements révolutionnaires.

Cette lacune n'a pas empêché, là où il y a eu un mouvement effectivement *autonome* vis-à-vis des idéologies (par exemple dans les premiers mois de 1977 à Rome), que l'autonomie ouvrière devienne l'expression du mouvement lui-même, en s'identifiant soit aux radicalités diffuses, soit au manque de perspectives générales. Là où, en revanche, le mouvement n'a pas réussi à s'exprimer (dans le Nord), l'autonomie ouvrière est demeurée prisonnière de la logique de la bande-racket qui l'a amenée à entretenir des rapports ambigus avec des groupes politiques qui étaient l'expression directe de la répression ; ainsi, le mouvement étant demeuré piégé entre les mythes armé d'une part et féministe, « giovanilistes » ou culturels d'autre part, l'autonomie ouvrière reproduisit, en les accentuant, toutes ces limites et, tandis que le mouvement était étouffé, privé de débouchés sociaux, qu'il demeurait minoritaire, qu'il était attaqué par les réformistes et maintenu dans une semi-clandestinité, toutes les idéologies en furent pompées, amplifiées, afin d'aider à la reproduction des organisations chancelantes.

Il est significatif qu'après l'élan initial caractérisé par une explosion de rage dans laquelle l'exigence et le besoin de vie s'identifiaient à la lutte et à la passion de la lutte, la qualité des rapports humains qui s'ébauchèrent alors ait rappelé l'antique fierté communautaire et bouleversé la grisaille et la répétitivité de nombreux aspects de la vie quotidienne, en dépit des formes modernistes que cela a pu prendre. Dans cette première phase de succès pour le mouvement (des temps dont Lama et ses sbires se souviendront longtemps), la répression a été très faible en regard des moyens dont le pouvoir est pourvu, peut-être parce que la radicalisation de l'affrontement ne s'est pas étendue aux grandes concentrations industrielles du Nord et est restée circonscrite à quelques villes. Le pouvoir n'a eu recours que de façon limitée à la répression armée, sauf à Bologne où les staliniens au pouvoir ont utilisé (comme l'enseigne l'U.R.S.S., leur unique tradition) les chars pour calmer le désordre qui échappait peu à peu à tout contrôle. Le moloch capital s'est appuyé sur les faiblesses que le mouvement, même dans sa période de splendeur, avait en lui : on comprend ainsi l'énorme succès de l'héroïne, nouvelle arme d'abrutissement social utilisée par le capital pour prévenir les conflits sociaux ; cette tactique n'est pas nouvelle, le capital l'a utilisée à plusieurs reprises : en anéantissant en Amérique du Nord un peuple par l'alcool, en abrutissant en Orient un prolétariat

potentiel par l'opium; les poisons changent, mais les intentions sont les mêmes. L'héroïne, qui n'est que l'une des nombreuses toxicomanies mises sur le marché, est peut-être la plus brutale et la moins mystifiante : chaque injection est symbole de cette mort qui dans la réalité actuelle frappe l'humanité à chaque instant par l'empoisonnement des aliments, les infections, la dioxine, le cancer (maladie sociale typique), etc. L'héroïne est la drogue du désespoir, de la périphérie, des banlieues, des Noirs d'Amérique, des générations inadaptées et sans avenir, c'est par excellence la drogue de l'anéantissement sous la domination du capital, productif, en harmonie parfaite avec la fausse sécurité, toujours à un pas de la catastrophe; c'est le dévoilement par l'absurde de la nature même du capital mortifère injecté dans chaque goutte de sang et qui inonde le cerveau pour ôter au corps toute vie, en faire un zombi qui se reproduit à l'infini tout en se putréfiant. Toute prise est identique à la précédente, l'effet de l'héro est coercition à répétition, monotonie de la vie séparée, chaque goutte de sang qui se mêle à cet infâme poison est anéantissement : le capital ne nous suce plus le sang, il l'empoisonne; l'essence même du capital c'est l'homme-zombi. Le capital s'est anthropomorphisé.

Hormis l'héroïne, il y a d'autres formes de gestion marchandisée de la vie dont l'idéologie spectaculaire de la survie use et abuse; la monnaie d'échange du capital est la destruction de la passion et des tensions réelles. Le capital ne veut pas détruire l'homme en tant que force de travail, qui est la cause de son existence, mais il veut anéantir les caractéristiques d'humanité de l'espèce qui la lient encore au milieu, qui font que les rapports entre les hommes ne sont pas encore complètement dominés par le spectacle.

Le capital face à l'éclatement insurrectionnel de zones à fortes concentrations industrielles ne peut recourir à la répression meurtrière et attend le mouvement sur le plan de la critique de la vie quotidienne encore séparée de l'explosion communautaire de la radicalité. Une des faiblesses du mouvement de 77 a été de s'opposer au pouvoir d'une manière encore politique. Il n'a pas su réaliser cette union désormais indispensable dans toute révolution future entre lutte pour la vie et pratique de la vie. On ne peut s'y décider en tant que sujets séparés (ça a été l'une des causes de la défaite des mouvements révolutionnaires du passé), l'affranchissement de la société du capital doit être total. La révolution ne se fait pas selon un modèle du passé mais prend en compte les défaites des révolutions précédentes. « Dans leur attitude envers les morts, les hommes laissent éclater leur désespoir de ne plus être capables de se souvenir d'eux-mêmes. » (Adorno-Horkheimer)

consolidation et la défense de l'odieux État ouvrier, précipité d'une terrible contre-révolution fondée sur le « mensonge déconcertant » (Anton Ciliga).

A partir de leur étrange lecture de l'histoire, les opéraïstes en sont venus à systématiser une interprétation de la réalité du capital, interprétation sur laquelle ils fondent leur politique. Le moteur du développement serait toujours la subjectivité abstraite d'une classe ouvrière identifiée selon des procédés sociologiques. « La lutte et la composition de la classe ouvrière déterminent non seulement les mouvements du capital mais aussi leur ampleur, non seulement la dynamique mais aussi les tendances ».

Les rapports entre organisation et mouvement sont conçus d'une manière nouvelle face à l'idéologie issue de la troisième internationale, mais la rupture n'est pas radicale. Dans les années vingt, la gauche communiste, libertaire et antibolchevique, avait compris que c'est au mouvement de créer l'organisation et non l'inverse. Les opéraïstes font un pas en arrière. Ils renoncent au léninisme vulgaire de la conscience apportée de l'extérieur. Mais pour eux le parti — dont ils repropagent régulièrement la fondation —, s'il doit se limiter à « filtrer », à « recomposer » les mouvements de masse, continue cependant à être organisé de façon centralisée, et il est considéré, malgré les *phrases* sur la subjectivité ouvrière, comme l'unique dépositaire de la subjectivité agissante. Tout ce qui a été chassé par la porte est rentré par la fenêtre.

Poursuivons l'observation des aventures de l'ouvrier-masse. L'étude de ce dernier amène les opéraïstes à commencer à la fin des années soixante une histoire d'amour avec les États-Unis. Pas les États-Unis de l'Oncle Sam, mais ceux moins connus de la réalité ouvrière. Dans la note marginale à son fameux livre « Ouvriers et Capital », Mario Tronti célèbre les luttes ouvrières du New Deal comme le summum de la radicalité. Celles-ci seraient la vraie cause de la révolution keynésienne. Le capital aurait dû céder face à la marée montante. Les ouvriers auraient extorqué un revenu hors du rapport immédiat d'exploitation. C'est alors qu'apparaît le welfare, la sécurité sociale, l'allocation chômage, les congés payés, etc. : c'est le *salaire social*. Les ouvriers, dont le poids politique serait enfin reconnu, auraient conquis la possibilité de déterminer la direction du développement. Il n'y aurait plus ces vieilles frontières entre lutte politique et lutte économique : la lutte pour le salaire serait devenue lutte immédiatement politique parce que lutte pour le *pouvoir*.

Voilà encore une interprétation biaisée, mêlée à des fragments d'analyse lucides et stimulants. En fait, ce cycle de luttes, bien que parcouru d'épisodes où la combativité fut remarquable, n'échappa jamais au contrôle global de l'État. Roosevelt, politicien intelligent qui, outre son admiration pour Keynes, avait aussi étudié la législation du travail de l'Italie fasciste,

Mais cela n'est pas toute la vérité car le pouvoir fait l'expérience de l'impossibilité pour la société italienne de réintégrer une grande partie des jeunes. En Italie, aucune entreprise ne veut plus prendre de jeunes ouvriers qui se révèlent aussitôt des saboteurs tenaces, des gens qui « coulent » la production, qui refusent de s'adapter aux rythmes et aux horaires, bref qui s'affirment comme des absentéistes endurcis et fantasques. Les élections politiques et l'année suivante les élections administratives ont été un choc pour les politiciens italiens du fait du taux d'abstention énorme chez les jeunes et dans les concentrations ouvrières.

Une masse dispersée mais coriace de jeunes ouvriers et de chômeurs maintient fermement son extériorité aux pouvoirs constitués. Cette masse les observe avec une face anonyme mais menaçante.

III – 1980

Le 21 décembre n'est pas le sommet de la répression, c'est seulement la mise à l'épreuve d'une stratégie de *désarticulation* et d'*anéantissement* des résidus organisés du mouvement révolutionnaire.

Les premiers *six* mois de 1980 ont vu un accroissement de la répression, ainsi que de la campagne d'avilissement et de démoralisation ; tout cela s'est concrétisé par 600 arrestations. La voie a été frayée par Peci, chef de la colonne du Piémont et membre de la direction stratégique des B.R. qui, une fois arrêté, s'est confessé, s'est « repenti », a fait démanteler toute la structure organisationnelle de Turin, et envoyer en prison une centaine de militants. Mais ce Peci est-il vraiment ce *cynique* qui, après son arrestation, fait ses calculs et décide que sa liberté vaut plus que celle de ses compagnons de lutte ? C'est ce que voudrait faire croire la police politique pour démontrer que les ennemis de la démocratie sont sans idéaux, vaincus, démoralisés et qu'ils préfèrent négocier avec le pouvoir ; dès lors éclate le phénomène de la délation et du repentir : dans tous les groupes clandestins il y a deux ou trois délateurs, qui, en se confessant, font arrêter 30 ou 40 personnes à la fois. Cette « vérité officielle » est utile aussi pour cacher le fait que Peci collaborait avec les carabinieri dès avant son arrestation, qu'il était en d'autres termes un infiltré au plus haut niveau des B.R. ; les appareils répressifs *connaissaient* par avance les entreprises clandestines et laissaient faire puisque ça leur était politiquement favorable.

En décembre 1979, alors qu'était déjà en discussion une loi qui augmentait démesurément les pouvoirs de la police (perquisitions sans mandats de la magistrature; garde à vue de 72 h et interrogatoire policier au lieu qu'il soit de la compétence des juges; incarcération préventive, sans procès, pouvant aller jusqu'à 12 ans pour les affaires de terrorisme; armement lourd de la police), les groupes clandestins tuèrent une série de personnes d'importance toute relative; il sembla vraiment qu'ils sollicitaient l'approbation de cette loi infâme, leur logique schizophrène étant qu'en contraignant l'État à devenir répressif et fasciste, le « peuple » finirait par se soulever pour s'unir aux seules structures organisationnelles qui auraient survécu au cyclone de la répression : les organisations clandestines.

Rien de tout cela ne s'est vérifié, et les groupes clandestins qui, à l'origine, voulaient frapper l'État « au cœur » et le déstructurer, sont durement touchés; ils ne pourront survivre que comme phénomène contrôlé servant à justifier le maintien de l'appareil répressif colossal qui s'est créé ces dernières années en Italie.

(26)

Avec la dénonciation que fait Peci, non seulement la direction stratégique des B.R. est atteinte — pour la première fois — avec l'assassinat de deux de ses membres à Gênes, mais c'est aussi une attaque *frontale* qui a lieu contre le mouvement révolutionnaire; des ouvriers, des employés, des délégués de section, des techniciens, des infirmiers sont arrêtés. C'est-à-dire ce qui restait de *sujets actifs* des comités de base ou des collectifs autonomes, sujets actifs qui ont toujours été le véritable objectif de la répression.

Étaient-ils tous des adhérents des organisations militaires clandestines? (C'est la thèse de ceux qui soutiennent la lutte armée, qui affirme être la seule force d'opposition révolutionnaire.) C'est évidemment faux : les rares qui l'étaient l'ont publiquement revendiqué au cours des procès. L'autonomie vis-à-vis de tout pouvoir constitué, voilà le *véritable ennemi* que l'État et les forces qui le soutiennent — partis et syndicats — doivent absolument vaincre en Italie.

Les clandestins, par contre, désormais complètement éblouis par le spectacle, prenant l'effet pour la cause, ont fini par croire vraiment que l'intensification de la lutte de classe se mesure au nombre de pages qui leur sont quotidiennement dédiées dans les journaux; blesser ou tuer un chef de département serait plus subversif qu'une grève sauvage ou qu'un sabotage de la production.

(27)

Tout cela tient du paradoxe, particulièrement quand on pense à la multiplicité et à la radicalité des pratiques du mouvement qui a connu son point culminant en 1977 : luttes contre le travail, absentéisme, autoréductions des rythmes de travail, ou sabotage de la production, campagnes d'autoréductions sur les tarifs du téléphone et de l'électricité (accompagnées de sabotages), manifestations de masse illégales et armées, occupations de maisons, développement des communications avec les radios libres, sabotage des médias officiels par la reproduction de faux journaux et de faux livres qui défendaient la pratique révolutionnaire, luttes dans les lycées pour le passage automatique, etc.

Un mouvement de cette portée a été dès ses débuts incapable de comprendre que sa logique propre était profondément *antithétique* et hostile à celle de quelque appareil que ce soit qui se constitue de façon séparée. Il a au contraire cru possible une coexistence entre d'une part un mouvement révolutionnaire de masse anti-hiérarchique, anti-réformiste et illégal et, d'autre part, une minorité spécialisée dans l'art de la guerre et dont le projet n'était guère différent de celui du P.C.I. des années cinquante, voire du P.C.I. d'avant la « déstalinisation ».

Quel qu'il soit, l'appareil qui se constitue en dehors du devenir du mouvement est profondément contre-révolutionnaire, parce qu'il est lié à une logique élitiste, avant-gardiste, spécialisée, celle du léninisme moderne, qui ne peut exister qu'en cultivant l'illusion de *diriger* le prolétariat par le côté spectaculaire de ses actions. Si nous disons cela clairement et simplement, sans détours, nous n'en méprisons pas moins les *délateurs*, les « repentis ».

(28)

L'État et les partis ont mis trois ans pour démanteler le mouvement de 77. Celui-ci ne laisse comme héritage aucun appareil institutionnel, au contraire du mouvement de 68 dont se réclamaient les groupuscules (sous-produit du réformisme) qui constituèrent pour des années un obstacle à la radicalisation.

(29)

Le mouvement s'est aussi trompé dans la compréhension et dans l'évaluation de la fonction et de la force du réformisme, qui n'est pas du tout du « berlingottisme » (7) (comme ce fut crié à Bologne), mais du démocratisme avec les puissants et du *stalinisme* avec les opposants. L'essence

stalinienne du P.C.I. a été dénoncée *seulement* après qu'il eût déjà commencé à réprimer, à préparer les dossiers sur les révolutionnaires, à indiquer à la police quels camarades il fallait arrêter, à chasser des usines les ouvriers autonomes qui ne se soumettaient pas aux syndicats, à faire arrêter par ses juges les membres de l'Autonomie Organisée, à tenter d'introduire le *travail volontaire* le samedi, etc.

(30)

Avec le massacre de Bologne, c'est le terrorisme d'État qui fait sa réapparition. Et il réapparaît dans tout son cynisme : 90 morts, hommes, femmes, enfants, misérables sont envoyés au cimetière afin de terroriser : désormais, quiconque peut mourir. Idée très concrète, très palpable, qui sera renforcée par le meurtre d'un typographe, étrangement pris pour un journaliste. La peur parmi les intellectuels, la mort parmi les ouvriers. La férocité de la bombe de Bologne fait aussitôt penser à la guerre, parce que la guerre civile larvée qui se mène en Italie a besoin d'un nombre croissant de morts. Les gens s'habituent à la violence. La gravité de la crise, désormais sensible dans tous les secteurs, explique a posteriori les raisons d'une telle férocité. L'attribution de la paternité de cet attentat de Bologne aux N.A.R., groupes d'extrême-droite, suit la même logique que l'attribution de la paternité de la bombe de la Piazza Fontana aux anarchistes. L'une et l'autre sont des massacres d'État. La campagne de presse orchestrée par le directeur du *Giornale* et qui a culminé dans la demande d'arrestation de Valpreda sert à préciser l'un des objectifs de la politique étatique : dire qu'il n'y a qu'un terrorisme et que c'est celui des organisations extrémistes, quelle que soit leur couleur.

(31)

Les accusations de la droite, Almirante et Rauti, contre le gouvernement comme organisateur du massacre de Bologne, sont confirmées par les imbroglios qui apparaissent de plus en plus et que le gouvernement et les services secrets ont mis en place pour cacher ce que le sens commun comprend comme une répétition de vieux scénarios adaptés aux années quatre-vingt. La moins convaincante des explications formulées par la droite concerne le poids que cette droite s'attribue dans le pays. Nonobstant les victoires électorales de Thatcher et de Reagan, et les convulsions des nostalgiques du franquisme en Espagne, la tentative faite pour discréditer le M.S.I. n'a qu'une importance marginale en regard de la fonction que le massacre devait remplir : terroriser la population ici et maintenant, marquer

au fer la situation italienne dont l'éclat resplendit déjà sur des pays lointains. Le 2 août, la bombe de Bologne, suivie de celles d'Allemagne et de Chine (cette dernière précédée d'un grand battage télévisuel sur la bombe italienne) indiquent le début d'un état de tension et d'alarmisme dans lequel le capital garant de l'ordre veut frapper quiconque (dans le cas italien, le 2 août devient le 21 décembre des néofascistes) : le fait nouveau est l'identité de la méthode dans les trois cas : parallèlement à l'Italie et à l'Allemagne, la Chine s'est alignée sur ce chef-d'œuvre d'infamie.

(32)

L'autonomie prolétaire est écrasée dans les usines sous le talon de fer des Staliniens qui, tels une moderne Tchéka, constituent de fait une police parmi les ouvriers : l'autonomie a été contrainte de limiter les formes politiques de ses apparitions (distribution de tracts, contre-information, assemblées, grèves anti-syndicales...), elle doit devenir plus souterraine, plus anonyme.

Le problème de la révolution est toujours présent dans la société italienne parce qu'aucune contre-révolution culturelle (nouveaux philosophes, orientalisme, mysticisme, drogues...) ne peut annuler la conscience qu'ont été acquis les principes élémentaires d'une lutte anti-capitaliste moderne ; parce qu'aucun problème n'a été résolu par le capital italien.

Le fossé qui existait entre d'une part la masse des jeunes refusés par le marché du travail, qui sont prisonniers des ghettos de l'économie de survie, du travail au noir ou des petits commerces et d'autre part ceux qui acceptent un des rôles que la société capitaliste leur offre s'est aujourd'hui accentué. La croissance de la production est surtout aujourd'hui le produit de la militarisation du territoire septentrional ainsi que de la terreur étatique déchaînée dans les métropoles, mais cela ne peut tenir longtemps. Parce que nos ennemis ne peuvent *rien offrir* qui puisse changer positivement la vie des prolétaires, hormis de la culture et des spectacles, des modèles et de l'idéologie.

(33)

L'activité volontariste de ceux qui, à force de faire attention aux conditions objectives, ne savaient plus où ils en étaient, fut la démonstration, tragique pour ceux qui y avaient cru, mais cette fois-là objective, que les conditions historiques ont changé. Aujourd'hui, il est évident que la révolution dont nous parlons ne veut aucune prise de pouvoir politique mais simplement la libération vis-à-vis de l'argent, de l'État et, pour ce qui est

des contraintes morales, n'oublions pas cette donnée essentielle que l'espèce humaine suit les rythmes logiques de la biologie, domaine où l'unique référence certaine est l'instinct de survie.

Notes

(1) Negri, Scalzone : « chefs » de groupes politiques de taille variable, faisant partie de « l'aire de l'autonomie ». Ces groupes étaient issus de Potere Operaio, auto-dissous en 1972.

(2) Giovanilisme : idéologie qui présentait la jeunesse comme le vrai prolétariat.

(3) M.L.S. : Mouvement des Travailleurs (Lavoratori) Socialistes. Groupe mao-stalinien assez fort à Milan avant 1977.

(4) *Il Male* (Le Mal) : journal satyrique italien, dont les rédacteurs venaient de l'extrême-gauche.

(5) Magistrature togliattienne : de Togliatti, qui fut le Thorez italien.

Comme presque toute la société italienne, la magistrature est soumise au système des clientèles, ce qui fait que la plupart des juges sont de simples pions d'un parti politique. Ici, des juges inféodés au P.C.I. ont organisé la répression contre l'Autonomie.

(6) Digos : Département Informations Générales des Organes de l'État.

(7) De Berlinguer, alors chef du P.C.I.

LE CRÉPUSCULE.

L'OPÉRAÏSME ITALIEN ET SES ENVIRONS.

« *Ceux qui désirent et n'agissent pas engendrent la peste.* »

W. Blake, 1790

L'avilissement et l'impuissance semblent être les traits dominants de l'Italie après 1977. Après que le déchaînement des meilleures énergies et des plus inattendues ait grippé pour un moment divers aspects du fonctionnement de l'ordre établi, un sentiment d'apathie collective et d'anéantissement domine, parce que le monstre est plus fort que ce que le triomphalisme avait laissé croire.

Une période de contre-révolution a commencé qui fait qu'on se souvient avec nostalgie des années 1970-1973, pourtant combien difficiles. Il ne s'agit pas seulement de la chasse forcenée à l'autonome ; même parmi ceux qui ont réussi à se soustraire à l'étreinte du Big Brother, on sent dominer le relâchement et l'indécision. Comme si une époque s'était close, celle du *possible*, et qu'une autre avait commencé dont on ne déchiffre encore les traits qu'avec peine. On a même peur de les distinguer, tout simplement.

On est passé du délire de l'action à la paranoïa de la répression ou, pire, de la délation. Entre les deux pôles qui caractérisent chaque phase, il y a le comportement enragé des carabinieri et l'absence de théorie. Les mille voix par lesquelles le mouvement s'était *exprimé* dans les années passées se taisent presque toutes. Les points de référence sortent des têtes et disparaissent.

Cela constitue le couronnement de la victoire politico-militaire : ôter à l'ennemi les armes de la critique et de la conscience qui fondent son être subversif. Mais aucun mouvement ne procède de façon continue, ascendante,

inaltérée. Le problème qui se pose, c'est de comprendre quelles sont les causes du coup d'arrêt, des erreurs pratiques, et des limites de la théorie. Pour ce faire, il est nécessaire de se libérer du passé, non par le refoulement collectif qui est tellement à la mode ces temps-ci, mais par une critique radicale et directe. C'est pourquoi il faut se débarrasser des fétiches consolants que constituent certaines formes de la pratique et de la théorie que le spectacle a collées, *post festum*, au mouvement.

Une part importante de ce travail consistera à comprendre à fond le rôle néfaste joué par les moyens de communication. Les journaux et la télévision, bien avant les juges et les policiers, ont pris l'initiative d'amplifier, pour mieux les attaquer ensuite, les positions les plus irresponsables et immédiatistes. Là où existait une situation sociale non réductible aux catégories pourries de la politique, on a aplati, uniformisé, manipulé. On a inventé des leaders qui ont donné des interviews et on a créé l'image ridicule et inquiétante de l'ennemi à supprimer. Le message de cette guerre intérieure n'a pas tardé à porter ses fruits : les positions qui soutenaient l'impossible militarisation gagnèrent en popularité et en influence avec les conséquences que chacun peut voir aujourd'hui. En outre, les médias ont imposé au mouvement un rythme accéléré qui n'était pas le sien. Cela aussi a fait à la longue le jeu de la conservation sociale. Nous n'avons toutefois pas l'intention d'entrer dans les détails de cette question. Au contraire, nous nous proposons d'affronter un autre problème, tenter de critiquer les fondements conceptuels de la théorie — un opéraïsme revisité, mais non dépassé — que le mouvement s'est trouvé. Nous sommes conscients qu'une telle intention peut sembler intempestive et même de mauvais goût. Une bonne partie des théoriciens de ce courant se trouvent, comme on sait, en taule ou, en petit nombre, en fuite, victimes de l'une des opérations judiciaires les plus infâmes du siècle. Mais, exactement comme après la Piazza Fontana, l'un des effets délétères de la campagne de terreur qui a suivi le 7 avril est la paralysie des idées et l'absence de débat. Il est fondamental, également par rapport aux emprisonnés, de ne pas céder à la tentation de renoncer à *penser*.

Est-il besoin de le répéter? Avec la permission du « grand » président Pertini — les luttes sociales de ces années ne sont le produit d'aucune direction stratégique. Il n'a jamais existé de centrale appelée « Autonomie Organisée » à laquelle on pourrait attribuer — que son honneur le juge Calogero nous excuse — la responsabilité ou le mérite de ce qui s'est passé en 1977, avant ou après. Il a bien existé une constellation de groupes, de collectifs, de noyaux, agissant dans les lieux les plus divers de la société, avec des instruments théoriques et organisationnels des plus variés. Et les habituelles tentatives de centralisation n'ont bien sûr pas manqué — le

P.A.O., Parti de l'Autonomie Ouvrière —, mais elles ont toujours échoué parce qu'en *retrait* sur la réalité du mouvement. Les personnes actuellement détenues, elles-mêmes séparées par divers désaccords, constituaient simplement *une* tendance, ni la plus importante du point de vue du nombre, ni la plus radicale du point de vue de la théorie.

Pourquoi donc tant de haine à leur rencontre ? En partie parce qu'isoler un ennemi et le diaboliser est un moyen commode pour calmer momentanément la situation. L'Italie n'a pas eu, au contraire des États-Unis, la chance de voir tomber du ciel un ayatollah sur lequel on puisse faire converger la rage et le ressentiment des masses populaires. Il a donc dû se limiter à un produit « national ». Ici les monstres ne sont ni lointains ni étrangers. Ils parlent notre langue et vivent parmi nous. A la différence de ces étudiants islamiques, qui sont un ennemi facilement repérable, on est ici face à un ennemi fuyant, qui se cache derrière des chaires universitaires respectables ou d'anonymes institutions de recherche sociale. Une des choses qui provoquent le plus d'interrogation est le fait que quelques-uns des rédacteurs de *Metropoli* tiraient le diable par la queue en faisant des études sociologiques indirectement financées par la Montedison. On évoque Cefis et les fonds secrets et on laisse entrevoir des contacts troubles entre les diverses centrales de la subversion. Comme si c'était la première fois que l'État se trouvait escroqué de cette manière. Depuis 1968, et pas seulement en Italie, combien de recherches d'un contenu qui n'était pas précisément conformiste ont été payées par des institutions étatiques ou para-étatiques ? Selon la même logique, Noam Chomsky, professeur à l'université de Harvard à l'époque de son activité dans le mouvement contre la guerre, pourrait être accusé d'être corresponsable de la défaite au Vietnam.

Un 7 avril était donc nécessaire, comme des années auparavant il avait fallu un 12 décembre. Désormais il s'agit de comprendre pourquoi cette opération qui était *prévisible* a pris tout le monde par surprise, y compris ceux qui ont été arrêtés, lesquels, vivant une vie absolument normale et publique, se firent prendre — à part quelques exceptions — avec la plus grande facilité. Ainsi naît l'impression que les raisons de cette lacune fatale sont à chercher dans l'appareil conceptuel que ces individus utilisaient pour analyser la réalité. Jetons-y un coup d'œil.

I — Les aventures de l'ouvrier-masse

Malgré le caractère impénétrable de leurs textes et par-delà certains désaccords qui ne sont pas secondaires, le *schéma* — parce que finalement

il ne s'agit que d'un *schéma* — des opéraïstes est simple et relativement grossier. Dans la dialectique ouvriers/capital, c'est toujours ce dernier qui court derrière la combativité des premiers. A tout moment les rapports de force se définissent à partir du lien entre la figure matérielle de la classe ouvrière et la forme capitaliste de commandement correspondante. Les termes un rien fantasques, bien que nous dépourvus de suggestivité, tels que ouvrier professionnel, ouvrier-masse, ouvrier social, servent à indiquer divers moments de la composition de classe. Ainsi l'ouvrier-masse correspond à la nécessité d'en finir avec le mythe de la combativité de l'ouvrier professionnel dont les luttes ont connu leur apogée aux États-Unis à la fin du siècle dernier et en Europe avec la révolution russe et allemande. Durant l'Ere Progressiste (les quinze premières années de ce siècle), les ouvriers affiliés aux syndicats de métier de l'A.F.L. (American Federation of Labor) avaient conquis, surtout par comparaison avec les travailleurs récemment arrivés, une certaine capacité de négociation salariale. La réponse du capital — la recomposition — ne tarda pas : restratification radicale et fragmentation de la classe au moyen de l'Organisation Scientifique du Travail (taylorisme) avec la chaîne de montage et la massification de la production. C'est à ce point que naît une nouvelle figure de classe, justement l'ouvrier-masse, en anglais « unskilled worker » ou « mass production worker ». Ce type d'ouvrier représente « la masse des ouvriers déqualifiés et non qualifiés et la plus grande partie des femmes et des hommes provenant du monde entier qui constituaient les deux tiers des producteurs dans les branches de production importantes ». Par sa position dans le processus productif, l'ouvrier-masse se trouve, à la différence de l'ouvrier professionnel qui vit une dimension plus humaine du travail, dans une situation de séparation totale et d'antagonisme radical face au mode de production capitaliste. Sur la chaîne de montage se consolide le « refus du travail », qui a cependant caractérisé les luttes ouvrières tout au long du XIXe siècle. Voilà pour les opéraïstes.

Une telle lecture de l'histoire, avec les demi-mensonges que nous verrons, se fonde sur une utilisation peu scrupuleuse et sociologisante de concepts pourtant intéressants comme : *composition* et *recomposition* de classe. Chaque phase de la lutte de classe se trouve, selon cette analyse, en rapport direct avec un niveau déterminé de composition de la classe ouvrière. Celle-ci a une dimension *technique*, qui fait référence aux conditions matérielles de la production (coopération, chaîne de montage, automation, etc.) et une dimension *politique*, relative aux différents degrés de combativité. La *recomposition* constitue, comme nous l'avons vu, l'arme que le capital utilise pour vaincre la résistance ouvrière. Les opéraïstes, et c'est là leur première légèreté, considèrent *toujours* les restructurations successives

du mode de production capitaliste comme une pure et simple réaction au niveau de combativité ouvrière.

Mais ce n'est pas tout. Occupés qu'ils sont — nous sommes dans les années soixante — à construire un nouveau léninisme, défini par eux-mêmes comme un *néo-léninisme*, et tout en donnant une nouvelle version de la vieille phobie bolchévique pour les conseils ouvriers, ils nous offrent l'interprétation suivante sur le mouvement des conseils allemands des années 1918-1923. Les ouvriers conseillistes auraient été les ouvriers qualifiés des industries de l'optique et de l'acier, où la restructuration taylorienne n'avait pas encore eu lieu et où le travail gardait une dimension semi-artisanale. Luttés d'arrière-garde, donc, et toutes inscrites dans une perspective de gestion plutôt que d'antagonisme radical. Les Wobblies américains (I.W.W.), précisément parce qu'ils étaient l'expression de la nouvelle composition de classe, sont présentés comme le modèle des luttes de l'ouvrier-masse. Maintenant, à part l'admiration pour les Wobblies — lesquels, soit dit en passant, en bons libertaires n'avaient aucune sympathie pour le centralisme des bolcheviques avec lequel ils rompirent en 1921 — admiration que nous partageons, nous sommes face à une falsification grossière. En premier lieu, il est faux que les communistes révolutionnaires organisés dans les conseils ouvriers et politiquement regroupés dans le K.A.P.D. (parti communiste distinct du K.P.D. promoscovite) aient été des ouvriers qualifiés. Il est bien vrai qu'une grande partie des ouvriers social-démocrates du S.P.D. (le parti des bourreaux Noske et Scheidemann) étaient des ouvriers professionnels, et il est tout aussi vrai que ce parti se fit le promoteur d'une constitution de type cogestionnaire — à laquelle collabora, comme on le sait, le récupérateur Max Weber —, constitution qui comptait effectivement sur l'intégration et sur l'appui de l'ouvrier professionnel pour surmonter la crise. Cependant, le mouvement des conseils présentait des caractéristiques tout autres. A l'intérieur des conseils, qui entre 1918 et 1923 réussirent à plusieurs reprises à contrôler de vastes parties du territoire allemand, il y avait en réalité diverses couches d'un prolétariat épuisé par la longue guerre. La plupart étaient au chômage et sans qualification.

Mais de toute façon, ce n'est pas là qu'est la question. Il ne s'agit pas de déterminer sociologiquement la composition de la classe et puis d'en tirer des jugements politiques. La radicalité des conseils tient en ce qu'ils ont posé avec clarté le problème de l'*autonomie* du prolétariat face non seulement au capital, mais aussi face à toutes les institutions, partis ou syndicats, qui prétendent le représenter. Les hommes des conseils combattaient à la fois contre le gouvernement social-démocrate et contre le parti communiste inféodé aux intérêts de «l'État Ouvrier». La même chose se produisit à Kronstadt, où les conseils furent l'instrument de défense de

l'autonomie ouvrière contre la dictature bureaucratique du parti. Et ceux-là de Kronstadt, étaient-ils des ouvriers professionnels ?

Que cela soit bien clair : il ne s'agit pas de reproposer mécaniquement des formes organisationnelles passées. Nous comprenons la nécessité d'une périodisation de la lutte de classe. Toutefois, si nous voulons approfondir la notion centrale d'*autonomie*, il est nécessaire, d'un point de vue théorique, d'aller voir où et comment celle-ci s'est historiquement manifestée. Sans *manœuvres* académiques.

Les opéraïstes ne sont pas d'accord entre eux. Pour Negri, « le discours de Lénine traduit en termes organisationnels une composition de classe spécifiquement déterminée » et plus loin : « notre accord avec Lénine peut se retrouver à partir de la totalité du point de vue de classe ». Lénine et son parti auraient représenté l'expression théorico-organisationnelle de la classe ouvrière à cette époque. Mis à part le fait qu'il ne prend jamais en compte les différences entre le prolétariat européen, pour lequel la stratégie léniniste fut *toujours* catastrophique, et le prolétariat russe enraciné dans un pays semi-féodal, la critique de Negri se limite à constater l'impossibilité, évidente aujourd'hui, des recettes léninistes sur le parti et sur la stratégie révolutionnaire. Donnons-lui-en acte : c'est déjà un pas en avant en regard de la stupidité marxiste-léniniste. Son propos est cependant, et là s'explique le terme de néo-léninisme, de retrouver l'esprit de Lénine en rompant avec la tradition stalino-gramscienne de la gauche italienne. Mais il joue sur une équivoque. Tout d'abord, comme beaucoup le savent, il y a un Lénine pour tous les goûts. Il y a un Lénine stalinien avant la lettre, théoricien du parti de granit dans « Que Faire ? » ; il y a le Lénine philosophe de « Matérialisme et Empirio-criticisme », future bible de la stupidité jdanovienne ; il y a le Lénine hégélien et humaniste des « Cahiers philosophiques », passion des staliniens dissidents. Il y a même un Lénine conseiller et libertaire (mais pour peu de temps) dans « L'État et la Révolution ». Il y a encore le Lénine du « Gauchisme, maladie infantile... » (seul livre « marxiste » qui ne fut pas interdit dans l'Allemagne de Hitler...), idéologue de la N.E.P. et admirateur du taylorisme. Il n'existe pas un « discours » de Lénine. Sa pensée et sa pratique se sont toujours constituées en fonction de problèmes posés non pas tant à la Révolution russe qu'au parti bolchevique et à sa stratégie pour conquérir et garder le pouvoir. Une telle stratégie fut rarement en harmonie avec les besoins du prolétariat européen. Quand cela s'est produit, par exemple dans la période de guerre jusqu'aux *Thèses d'avril* (1917), Lénine s'est retrouvé sur les positions des groupes de la gauche révolutionnaire européenne, sans qu'il exprime une originalité particulière, tant pour la pensée que pour la politique. Là où se constitue la spécificité du dessein léniniste, c'est par contre dans la constitution, la

consolidation et la défense de l'odieux État ouvrier, précipité d'une terrible contre-révolution fondée sur le « mensonge déconcertant » (Anton Ciliga).

A partir de leur étrange lecture de l'histoire, les opéraïstes en sont venus à systématiser une interprétation de la réalité du capital, interprétation sur laquelle ils fondent leur politique. Le moteur du développement serait toujours la subjectivité abstraite d'une classe ouvrière identifiée selon des procédés sociologiques. « La lutte et la composition de la classe ouvrière déterminent non seulement les mouvements du capital mais aussi leur ampleur, non seulement la dynamique mais aussi les tendances ».

Les rapports entre organisation et mouvement sont conçus d'une manière nouvelle face à l'idéologie issue de la troisième internationale, mais la rupture n'est pas radicale. Dans les années vingt, la gauche communiste, libertaire et antibolchevique, avait compris que c'est au mouvement de créer l'organisation et non l'inverse. Les opéraïstes font un pas en arrière. Ils renoncent au léninisme vulgaire de la conscience apportée de l'extérieur. Mais pour eux le parti — dont ils repropose régulièrement la fondation —, s'il doit se limiter à « filtrer », à « recomposer » les mouvements de masse, continue cependant à être organisé de façon centralisée, et il est considéré, malgré les *phrases* sur la subjectivité ouvrière, comme l'unique dépositaire de la subjectivité agissante. Tout ce qui a été chassé par la porte est rentré par la fenêtre.

Poursuivons l'observation des aventures de l'ouvrier-masse. L'étude de ce dernier amène les opéraïstes à commencer à la fin des années soixante une histoire d'amour avec les États-Unis. Pas les États-Unis de l'Oncle Sam, mais ceux moins connus de la réalité ouvrière. Dans la note marginale à son fameux livre « Ouvriers et Capital », Mario Tronti célèbre les luttes ouvrières du New Deal comme le summum de la radicalité. Celles-ci seraient la vraie cause de la révolution keynésienne. Le capital aurait dû céder face à la marée montante. Les ouvriers auraient extorqué un revenu hors du rapport immédiat d'exploitation. C'est alors qu'apparaît le welfare, la sécurité sociale, l'allocation chômage, les congés payés, etc. : c'est le *salaire social*. Les ouvriers, dont le poids politique serait enfin reconnu, auraient conquis la possibilité de déterminer la direction du développement. Il n'y aurait plus ces vieilles frontières entre lutte politique et lutte économique : la lutte pour le salaire serait devenue lutte immédiatement politique parce que lutte pour le *pouvoir*.

Voilà encore une interprétation biaisée, mêlée à des fragments d'analyse lucides et stimulants. En fait, ce cycle de luttes, bien que parcouru d'épisodes où la combativité fut remarquable, n'échappa jamais au contrôle global de l'État. Roosevelt, politicien intelligent qui, outre son admiration pour Keynes, avait aussi étudié la législation du travail de l'Italie fasciste,

lança en 1933 un programme de réformes — ce fut le New Deal, le nouveau contrat — qui libérèrent, mais seulement pour les diriger, les canaliser, les forces réprimées d'une classe ouvrière vaincue et démoralisée. Le mouvement des grèves se déchaîna surtout *après* 1933; ce fut le prix calculé que le capital paya pour réaliser sa propre réorganisation. Ça n'a rien à voir avec un pouvoir ouvrier! Cela n'empêche pas que la nouvelle situation offrit de nouveaux espaces à la lutte de classe. Mais pourquoi faire l'apologie de la restructuration capitaliste ?

En Italie, la révolution keynésienne se produisit dans les années soixante, sous la pression du cycle de luttes dont le point de départ fut les heurts de la Piazza Statuto (Turin, 1962). De nouveau l'ouvrier-masse se serait déchaîné. Ces luttes qui produisirent l'Automne Chaud et le Statut des travailleurs auraient modifié l'État à l'américaine. L'ouvrier-masse aurait été tellement fort qu'il ne manquait plus que le coup d'épaule tactique de Potere Operaio pour assurer la victoire finale!

Du fait que le salaire est la mesure du pouvoir de la classe, il faut le distribuer à tous : ménagères, étudiants, délinquants (comme le dit Marx, eux aussi sont des travailleurs productifs), drogués, marginaux, etc. A quelle logique appartient ce type de revendications? Il y en a de deux sortes. Certains tiennent les ouvriers pour incapables de comprendre qu'il est l'heure d'en finir avec le travail salarié; on a donc recours à des revendications immédiatement compréhensibles mais irréalisables, donc de grande valeur pour l'agitation : c'est la vieille merde gradualiste. D'autres croient souhaitable d'introduire toujours plus d'humanité dans les plaisirs de l'esclavage salarié. Nous penchons pour cette dernière interprétation.

« Dans cette phase le discours de Potere Operaio est un discours sur la centralité de l'organisation du mouvement ». Ce qui réapparaît là, ce sont des retours de léninisme *orthodoxe*, et cela se reproduira par la suite.

Dans cette période, quelques opéraïstes enclins à la tractation maffieuse, même s'ils ne sont pas dépourvus de quelque capacité théorique, se tiennent pour satisfaits des puissantes conquêtes de l'ouvrier-masse. C'est ainsi que Tronti, Cacciari et Asor Rosa, après avoir vomi pendant des années le réformisme du P.C., prennent leur carte. Parmi tant de miracles provoqués par l'ouvrier-masse, il y a encore celui qui fait retrouver à la techno-bureaucratie stalinienne son caractère de classe perdu. Pour donner une allure théorique à une décision aussi éhontée, Tronti invente l'histoire de l'autonomie du politique et parle d'utilisation ouvrière du parti. « C'est dans les conflits du système politique, pas en lui, qu'il y a aujourd'hui une crise du social. » « Développement et pouvoir : deux fonctions pour deux classes. Le développement est le propre du capital, le pouvoir celui de la classe ouvrière. » « Il s'agit de faire de l'État la forme moderne d'une classe ouvrière organisée

en classe dominante.» Nous nous excusons de citer ainsi, mais nous n'avons pu résister à la tentation. Traduite en langage plus compréhensible, voici l'essence du discours : dans la dialectique sociale, le moment dominant est désormais le moment politique, émancipé, autonomisé vis-à-vis des conditionnements dégradants de l'économie. Ici tout fonctionne à merveille, la crise n'existe pas, c'est seulement une crise de la classe politique qui provient de ce que nos gouvernants sont mauvais. La proposition est donc : laissons aux patrons le « développement », les ouvriers doivent s'occuper du « pouvoir », c'est-à-dire de l'État. Résultat : la classe ouvrière *se fait État* et règne grâce aux conditions institutionnelles offertes à son parti. A partir de l'entrée du P.C. au gouvernement, tout ira pour le mieux, dans le meilleur des mondes possibles. Amen.

II – L'ouvrier social déviant pervers et son autovalorisation

Potere Operaio se dissout en 1973 par suite de désaccords organisationnels. Mais les études théoriques se poursuivent. Le problème pour le capital est clair. L'ouvrier-masse a mis en crise l'État-plan. Une nouvelle recomposition est nécessaire. Le centre des luttes est donc l'usine : tertiarisation de la production, automatisations du travail et révolution cybernétique. En outre, multinationalisation de la production, c'est-à-dire son décentrement vers des zones intérieures ou extérieures où il y a une classe ouvrière plus domestiquée. La crise de l'État protecteur, de la sécurité sociale et de la caisse d'allocations chômage débouche sur une nouvelle restructuration qui modifie profondément la composition de classe et crée un nouveau sujet. L'ouvrier social est né.

« La crise est le signe et l'effet de l'extension de l'ouvrier-masse à toute la société, de l'absorption de toute la capacité de rébellion du travail social contre l'exploitation socialement organisée. La crise est la manifestation de la force de frappe de l'ouvrier-masse qui se transforme en ouvrier social. » Le vieux schéma triomphaliste est toujours valide mais les protagonistes changent. La restructuration n'allège le poids spécifique de l'ouvrier-masse qu'au prix d'une socialisation élargie de sa composition politique. Pour le capital, les choses se compliquent d'autant plus. L'insubordination ouvrière, d'abord confinée dans l'usine, s'étend désormais à tous les autres sujets. Si dans la nouvelle situation le commandement du capital devient capillaire, les comportements de refus ouvriers se généralisent à tout le territoire – l'usine diffuse. Ceux-ci tendent à transformer la valorisation capitaliste en *autovalorisation* ouvrière.

Autour de ce concept d'autovalorisation tournent une grande partie des théorisations récentes des opéraïstes. Une précision : malgré les doutes qui peuvent surgir, ce terme ne se trouve pas chez Marx et, ce qui est plus important, il est complètement étranger à sa façon de penser. Voyons de quoi il s'agit.

Selon Negri, « les catégories marxiennes (...) contiennent une dualité permanente et incontournable (...), dualité en forme de contradiction et contradiction comme renversement. Utiliser les catégories marxiennes, c'est donc les pousser vers la nécessité du renversement ». La contradiction est non seulement le moteur du développement du système, mais c'est aussi une catégorie centrale de la connaissance de celui-ci. Reconnaître l'antagonisme et le mener jusqu'au point de renversement, voilà le chemin proposé. Contre la valorisation capitaliste, il existerait donc une autovalorisation ouvrière. Tandis que la première est centrée sur le mouvement de la *valeur d'échange*, la seconde se fonde sur la libération des besoins ouvriers, donc sur leur *valeur d'usage*. A ce point le communisme est considéré comme le parcours de l'autovalorisation ouvrière et prolétarienne, c'est-à-dire comme le *renversement* pratique des catégories capitalistes.

Malgré l'apparente cohérence de ce raisonnement, le point faible de cette interprétation est une lecture réductrice et ambiguë du concept de valeur, central dans la critique de l'économie politique. Negri croit que la valeur d'usage n'est « rien d'autre que la radicalité de l'opposition ouvrière, la potentialité subjective et abstraite de toute la richesse, la source de toute sensibilité humaine ». Il croit donc que valeur d'usage et valeur d'échange se combattent en tant que pôles antagonistes pour chacune des classes en lutte. Mais, selon Marx et aussi selon nous, ce dualisme est privé de sens. La valeur d'usage constitue seulement la base matérielle de la valeur d'échange, la condition de sa *circulation* et de son *accumulation*. Entre valeur d'usage et valeur d'échange, il n'y a pas *antagonisme*, même s'il y a *contradiction*. Cela veut dire que la tendance du capital à la valorisation sauvage entre en contradiction avec les possibilités réelles de celle-ci. Les valeurs qui ne se convertissent pas en valeurs d'usage pour quelqu'un en un lieu quelconque de la circulation cessent d'être des valeurs tout court. La valeur d'usage se présente comme une barrière, elle est une limite de la valeur d'échange, rien d'autre.

Quant aux besoins ouvriers, la seule chose qu'on puisse dire c'est que le capital les suscite sans pouvoir jamais les satisfaire. Il est évident que là s'ouvre une possibilité de lutte. Mais c'est une autre histoire que de construire sur les besoins et sur la valeur d'usage une *éthique* de la libération. La valeur d'usage est transformée en catégorie humaniste qui légitimerait le projet subversif de l'ouvrier social, justement son autovalorisation.

Modéré au fond, Negri propose un absurde renversement en lieu et place de la définition marxienne du communisme comme destruction de la valeur et de ses lois.

A quels comportements identifie-t-il cette autovalorisation ? Fondamentalement, à tous ceux qui permettent d'extorquer du revenu hors du rapport classique d'exploitation, c'est-à-dire du travail salarié. Ainsi tout est autovalorisation : depuis les comportements illégaux du jeune prolétariat jusqu'à la dépense publique ou l'économie invisible.

III – Deux ou trois conclusions

Quelle est donc l'erreur originelle de l'opéraïsme ? Celle d'analyser la réalité capitaliste en assujettissant toujours son moment objectif, celui de la valeur, à son moment « subjectif », celui de la détermination de classe.

« La lutte et la composition de la classe ouvrière déterminent non seulement les mouvements du capital mais aussi leur qualité, non seulement leur dynamique, mais encore leurs tendances ». Le développement du capital devient une *variable* de la combativité ouvrière.

D'où vient l'absurdité de telles affirmations qui peuvent sembler radicales et marxistes ? Marx a écrit : la lutte de classe est le moteur de l'histoire. Toutefois l'analyse de Marx se meut entre deux pôles complémentaires, en continuel rapport dialectique : d'un côté le capital comme puissance sociale, objectivité pure – « esprit du monde » – de l'autre la classe ouvrière, partie de ce rapport, mais aussi moment autonome, subjectivité antagoniste. La difficulté théorique tient dans le maintien *en tension* de ce rapport dialectique, sans jamais soumettre l'un des pôles à l'autre.

Le marxisme de la IIe Internationale, tant dans sa version révolutionnaire (Rosa Luxembourg) que dans sa version réformiste (Kautsky, Bauer), tendait à noyer la subjectivité ouvrière dans un fatalisme lié à une foi dans l'écroulement automatique du capitalisme. De son côté, Lénine privilégiait le moment de la subjectivité, mais quand celle-ci finissait par se traduire dans la subjectivité bureaucratique du parti.

Dans les années vingt, l'urgence d'arracher la possibilité du changement social à l'étreinte mortelle de l'État-parti a mené à une rechute dans des positions déterministes. Pour justifier théoriquement une autre solution que le bolchevisme, il sembla possible à beaucoup de fonder la théorie de la révolution sur la fameuse loi de la baisse tendancielle du taux de profit, formulée dans le tome III du « Capital ». Une lecture réductrice de ces pages peut faire penser que le capitalisme mourra de mort naturelle, brisé par ses

contradictions. C'est tout ce qu'ont dit Bordiga et Mattick, bien que de points de vue différents et en tirant des conclusions organisationnelles opposées. Les cinquante dernières années ont définitivement montré qu'entre crise et révolution il n'y a pas de rapport immédiat. Tout ce que la théorie de la crise peut nous dire est que le capital ne peut se reproduire de façon harmonieuse et qu'il « ne résout ses contradictions qu'en les généralisant ». Les courants du mouvement ouvrier qui ont basé leurs positions sur la nécessité déterministe de l'écroulement se sont trouvés confrontés à un vide théorique immense au moment de la faillite des prévisions.

Ou alors ils ont fait comme Camatte (ex-bordiguiste) qui, n'ayant pas vu se réaliser la prophétie du maître qui prévoyait la révolution pour 1975, théorise maintenant une improbable situation hors de « ce monde qu'il faut quitter ». Ceux-là, dominés par la puissance du monstre, voient le capital partout et pensent que la seule chose à faire est de s'adonner à la macrobiotique, d'attendre et de voir.

Revenons à l'opéraïsme italien. Celui-ci se trouve sur l'autre rive de l'idéologie. « La classe ouvrière doit tout diriger » était le vieux slogan des années soixante. Elle ne doit pas seulement, elle décide *déjà*, sinon de tout, du moins de presque tout, car vu sa force elle autorise ou interdit le développement capitaliste, à son gré. Mais si elle a tant de pouvoir, pourquoi la révolution serait-elle nécessaire ?

Il est indéniable que la vision ultra-triompaliste et ultra-subjectiviste des opéraïstes a, dans un premier temps, donné une vigoureuse secousse à notre gauche insipide et conformiste. Le livre de Tronti, « Ouvriers et Capital », actuellement plutôt gênant pour son auteur, lançait en plein boom économique la consigne révolutionnaire du « refus du travail ». Même la rupture avec le léninisme formel allait à contre-courant. Il fallait mettre « Lénine en Angleterre », « Marx à Détroit ». C'est-à-dire reconstruire la théorie révolutionnaire en partant de la réalité matérielle des nouveaux comportements subversifs du prolétariat occidental. Le tiers-mondisme opportuniste était tourné en dérision. Ces prises de position placèrent l'opéraïsme sur le terrain de la théorie révolutionnaire. Mais seulement pour un moment. On ne crut (bientôt) plus à la nécessité de faire des injections de conscience, la foi dans la puissance *maffieuse* de l'organisation devait suffire. C'est peut-être une expression de la classe qui lutte, mais cela se transforme en quelque chose qui fait que la lutte se traduit par une réalité de pouvoir. Pour structurer le mouvement, les opéraïstes, même dans les années de l'Autonomie, ont toujours proposé une centralisation rigide et des tactiques manœuvrières. Lors de l'enlèvement de Moro encore, le journal *Rosso* (mai 1978), exprimant son désaccord à propos de cette action, soutenait que son unique aspect positif était d'imposer au mouvement la constitution du parti.

Oubliant qu'un monde aliéné se combat selon des méthodes non aliénées, ils ont ingénument cru possible d'aplanir le chemin de la révolution en « utilisant » le pouvoir. Enivrés par leur triomphalisme habituel, ils ont pensé pouvoir manipuler les mass-media et les B.R., le P.S.I. et la magistrature. De cette façon, ils ont facilité le travail de la contre-révolution et ils ont fourni le *prétexte* à l'État italien pour lancer une campagne répressive.

Dans les dernières années, le mérite des opéraïstes a consisté en ce qu'ils ont reformulé la question centrale de l'autonomie — un héritage malgré tout du vieux mouvement ouvrier. Mais comme toujours, ils ont ensuite montré qu'ils en avaient une conception réductrice et intellectualiste. Réductrice parce que dans leurs théorisations, il manque toujours le moment du *dépassement*. L'autonomie ne s'exprime certainement pas dans la situation *immédiate* de la classe ou dans son *autovalorisation*. A l'époque de la domination réelle du capital, l'autonomie ne peut être que projet, tendance, ou mieux : *tension*. Ce n'est que dans les moments de rupture, dans les espaces décolonisés, que l'autonomie se constitue en réalité pratique. Et quand cette réalité se socialise, il se produit des moments de crise de l'administration, comme cela s'est produit en 1977. Le reste n'est que la vieille merde revisitée par la récupération. Les opéraïstes échangent pour l'autonomie les instruments les plus révoltants de la contre-révolution, et puis, par des raisonnements intellectuels de facture typiquement sociologique, ils fixent de temps en temps le « sujet » dont il faut faire l'apologie. La modernisation du léninisme a dû porter sa préférence sur une fraction sociologique du salariat, en passant de l'adoration de l'ouvrier-masse à la célébration de l'ouvrier social. Mais les opéraïstes n'ont jamais dépassé la sphère de l'économie et du productivisme. Ils n'en sont jamais arrivés à affirmer l'autonomie *subjective* comme partie intégrante et fondamentale de l'autonomie prolétarienne. L'unique subjectivité qu'ils connaissent est celle *abstraite* de la couche du prolétariat qu'il faut encenser ou celle *bureaucratique* de l'organisation.

L'Autonomie, réalité partielle et exigence totale, est la condition minimale qui rend possible l'activité révolutionnaire des rebelles au mode de vie — pas seulement au mode de production — imposé. Bien au-delà de ce que pense l'opéraïsme, autonomie veut dire *possibilité* d'autosuppression du prolétariat, négation de toutes les structures organisationnelles qui enferment l'être subversif dans la cage du métier et de l'économie. Là où la valeur modèle et connecte chaque instant du vécu, là où l'économie a surmonté la barrière du moment productif et a envahi tout individu, l'autonomie est la transformation collective de la vie quotidienne et la transformation de la subjectivité du corps.

Retournons à notre point de départ. Le mouvement marque le pas. Il recule même sur tous les fronts. La faute n'en revient évidemment pas aux opéraïstes, pas plus que le mérite d'avoir suscité le mouvement. Il est cependant indéniable que le triomphalisme, répandu avec tant d'irresponsabilité, a ouvert la voie à la désespérance quand il n'a plus eu la possibilité d'exister.

POSTFACE.

(Cette postface a été rédigée par l'un des membres du collectif et n'épuise pas, au sein d'Ombre Hérétique, la diversité des points de vue à propos du mouvement italien.)

GÉNÉALOGIE EN POINTILLÉS.

La profondeur de l'ignorance française envers les mouvements sociaux se produisant au-delà des frontières de l'hexagone est telle qu'il nous a semblé nécessaire de donner quelques éléments de compréhension sur les courants d'où sont issus les deux textes qui précèdent.

L'auteur de ces lignes étant extérieur à cette histoire, il espère pallier cette extériorité par l'intérêt qu'il porte à ce sujet. Des textes détaillés commencent à exister aujourd'hui en langue italienne, il faut espérer qu'une prompt translation les fera connaître aux lecteurs français (voir la courte bibliographie à la fin de cette postface).

La situation italienne

1977 en Italie a vu se cristalliser une rupture riche de promesse entre une vaste aire radicale (connue sous le nom d'Aire de l'Autonomie) et toutes les forces de gauche ou d'extrême-gauche. (Ce n'est qu'en Italie qu'a eu lieu cet événement attendu depuis 1968.) Mais si toute révolution reste pour l'essentiel inconnue à ceux qui ne l'ont pas vécue, il en va d'autant plus ainsi pour tout mouvement révolutionnaire qui a été vaincu. En France,

il y a par exemple très peu d'informations permettant de distinguer les courants radicaux qui ont existé dans l'Aire de l'Autonomie, qui est ainsi identifiée à l'Autonomie Organisée, celle des Negri, Piperno, Scalzone, principaux noms prononcés par le spectacle et dont les groupes ont, pour diverses raisons ambiguës, connu une belle *publicité*. Celle-ci n'est évidemment rien en comparaison de la renommée faite aux organisations spécialisées dans la lutte armée (même diabolisée, cette renommée reste ce qu'elle est). On mesure l'ampleur de ce genre de mensonges au fait que la lutte armée n'a joué à peu près aucun rôle dans le mouvement de 77, sinon pour le dénoncer comme spontané et en récupérer des individus au moment du reflux.

Bref, la majeure partie de l'Autonomie, celle qu'on appelait l'*autonomie diffuse*, est ainsi gommée de l'histoire. Or c'est là que l'on trouvait les comportements et les analyses subversifs les plus intéressants, même s'il est évidemment impossible de tracer une frontière absolue entre l'autonomie organisée et l'autonomie diffuse : où situer, par exemple, les autonomes de la via Volsci (à Rome) qui, constatant la réalité du mouvement, et malgré leurs origines léninistes, s'opposèrent au projet (venu entre autres de Negri) de structurer l'autonomie en parti ? L'autonomie diffuse se reconnaissait sans doute dans une idée exprimée dans l'un des textes qui précèdent : primauté du mouvement sur l'organisation.

L'ultra-gauche italienne

Pour le sujet qui nous intéresse, il nous importe de savoir que des courants issus de l'ultra-gauche hérétique se sont tout naturellement fondus dans cette autonomie diffuse dès le moment où elle a commencé à se former (vers 1975 sans doute). Cette rencontre a évidemment une signification considérable, puisqu'on fait régulièrement le procès de ces courants pour leur soi-disant absence d'esprit pratique. Ce qui est déjà un mensonge pour la France (voir le livre de Baynac : « Mai retrouvé ») l'est encore plus pour l'Italie où, dès 1967, l'ultra-gauche hérétique a eu une activité concrète.

De l'effervescence sociale italienne (qui commence vers 1960-1962) et de l'influence du Mai français, qui a joué un rôle d'extraordinaire confirmation pour une multitude de courants en rupture avec les schémas traditionnels de la lutte de classe, les milieux situés au-delà du réformisme extrême-gauche semblent en avoir reçu une impulsion difficile à décrire : à la fin des années soixante, alors qu'un premier reflux allait se produire, deux regroupements sont nés : « Ludd-conseils prolétaires », composé par

quelques noyaux stables quoique informels présents surtout à Gênes et à Milan; l'Organisation Conseilliste, présente à Gênes, Turin, Milan, Florence. Ces « groupes » étaient fortement marqués par les théories de l'ultra-gauche hérétique française, qui avait le mieux exprimé la nouveauté de la situation moderne : Socialisme ou Barbarie, l'Internationale Situationniste, ICO, Invariance. Ludd se divisa en 1970, l'O.C. disparut aussi l'année suivante. Une bonne partie des membres de celle-ci ainsi que des anciens participants de Ludd formèrent en 1972-1973 « Comontismo » (= « être ensemble », Gemeinwesen), qui se fit connaître par des mots d'ordre tels que : « soyons délinquants » et des actions de mise à sac (bars du centre de Milan, attaque de sièges de partis politiques, dont celui de Lotta Continua). D'autres individus ou groupes affinitaires existèrent de façon moins visible, mais à partir de 1974-1975, ces tendances se cristallisèrent de nouveau, avec une radicalisation progressive de la situation italienne : à Florence il y eut des pillages de supermarché organisés par l'Assemblée Générale de l'Alfa-Sud, tandis que naissaient des collectifs autonomes en divers endroits (Chats Sauvages à Milan par exemple). Les courants qui nous intéressent ici réapparurent dans des revues comme Puz, Peter Pan, Il Buco, etc., des fanzines radicalisés. Ces derniers efforts, très directement liés aux milieux prolétaires (dans le Quarto Oggiaro de Milan par exemple), convergèrent un moment dans le Collectif Informel « Situation Créative » qui organisa plusieurs interruptions violentes de concerts pop et de matches de foot, ces grand-messes modernes du spectacle.

En 1975-1976, l'autonomisation du mouvement des femmes (qui acheva de mettre en crise le gauchisme), ainsi que l'apparition des Cercles de Jeunes Prolétaires dans la banlieue de Milan, confirmèrent la tendance à la radicalisation. Mais c'est alors qu'eut lieu un événement qui fit sentir plus tard ses effets; en 1976, il fut conclu un accord d'échelle mobile des salaires, dont la logique en cas d'inflation importante conduisait à une égalisation tendancielle des revenus. Il semble que cela, combiné aux pressions politiques du P.C.I. et de l'extrême-gauche et aux erreurs de l'autonomie, ait complètement dissocié les ouvriers d'usine des prolétaires marginalisés, pour lesquels l'université était devenue un moyen de survie.

Cette dissociation fut alors perçue par une feuille anonyme, intitulée « Printemps 77 », parue vers l'été 1977 en France :

« En fait de recomposition de classe, c'est une séparation physique entre l'ouvrier producteur et le sujet ouvrier de la libération que l'on constate. (...) Du 17 février (journée de Lama) à la fin de mai, tout se passe comme si, en se concentrant dans une fraction de la classe, la dimension subjective, historique du prolétariat s'était du même coup évanouie dans les autres secteurs. A l'isolement du parti du communisme ont concouru tout aussi bien, chez les autonomes eux-mêmes, la réauthenticité du

politique, et dans leur réformisme ultime, la présence de revendications intéressant essentiellement les marginalisés, telles que le droit aux études ou le salaire social, que le projet explicite et le travail opiniâtre de la presse, du P.C.I. et des gauchistes. Cet isolement culmine dans un affrontement factice, sur le terrain des partis politiques, qui fait confluer toute l'attention d'un moment, aux dépens de la question sociale. Là, les révolutionnaires ne sont que figurants. La répression s'exerce avec une force et une richesse de moyens sans précédents depuis le début de la nouvelle vague révolutionnaire. Les autonomes abandonnent la rue en y laissant leur image réifiée.»

(Même quand il y en a eu, les luttes d'usine n'ont pas convergé avec le mouvement qui se déployait dans la rue.)

Insurrezione

Au cours du printemps 1977, des éléments venus d'horizons divers (certains ayant connu Invariance 1ère série, d'autres venant de Comontismo, d'autres anciennement issus de Collegamenti et influencés par Invariance 1ère série) se sont rejoints pour constituer un regroupement informel qui est devenu « Insurrezione » ; leur première feuille parut à l'automne 1977. Ce milieu était actif sur Milan, où il faut renforcer par des individus en rupture avec les méthodes des dirigeants autonomes (comme Negri) qui ne cessaient de manœuvrer en fonction des gauchistes.

Les forces de ce regroupement fluide ont été presque complètement absorbées par la nécessité d'une double dénonciation : face aux gauchistes (Lotta Continua et les autres groupes gauchistes) qui cherchaient à s'imposer comme une police du mouvement et face aux milieux de la lutte armée spécialisée, dont la stratégie d'échec comblait les vœux de la police et du pouvoir. Cette dénonciation lucide s'exerça dès le début de l'existence d'Insurrezione, dont certains textes ont eu un caractère prémonitoire puisque, dans les années suivantes, le terrorisme a partagé la scène du spectacle politique avec les forces de répression.

Ce regroupement essaima dans quelques villes (notamment Rome). Mais vivant de la participation directe aux événements, il devait périr avec le mouvement social. C'est en 1979, cependant, qu'il connut sa plus grande extension, lorsqu'il essaya de monter une radio à Milan (avec des camarades de Collegamenti).

Fin 1979, les blitz policiers qui déferlaient sur l'Italie commencèrent à toucher Insurrezione, dont les liens se défaisaient déjà. Un petit groupe reconstitué en 1980-1981 produisit une brochure de bilan, « Prolétaires, si vous saviez... », mais ce groupe se dispersa en 1981-1982, au cours du reflux qui s'accroissait toujours (et qui semble aujourd'hui fini en Italie).

Les deux textes qui précèdent sont tirés de cette brochure.

Tous ces renseignements ont été pris dans :

- * Lettre d'un ancien camarade d'*Insurrezione*, parue dans *La Banquise* n° 3.
- * *Fossoyeurs du Vieux Monde* n° 2 (pp. 104-106).
- * *Primo Maggio* n° 19-20 (la biographie de Faina).
- * Critique de cette biographie dans *Maelström* (mars 1984).

Cette publication en langue italienne essaie de mener toute une discussion sur l'histoire de l'ultra-gauche hérétique en Italie.

Le cas de Faina est particulier en ce sens qu'il fut l'un des animateurs de *Ludd* à la fin des années soixante à Gênes et que vers 1978 il participa à l'unique tentative de lutte armée non léniniste en Italie : ce fut le groupe *Azione Rivoluzionaria*, dont l'échec fut très rapide puisqu'il se refusait à se spécialiser dans les techniques de clandestinité, pour garder un lien vivant avec le mouvement réel. Cette tentative généreuse et à peu près suicidaire amena toutefois ce groupe à adoucir ses critiques envers les spécialistes de la lutte armée, bref à se croire malgré tout de la même famille. Des individus ayant participé à *Insurrezione* réagirent très clairement par quelques textes de mise au point contre la confusion véhiculée par *Azione Rivoluzionaria*. Ces textes (et d'autres plus anciens qui dénoncent le danger représenté par la spécialisation dans la lutte armée) ont été publiés dans une brochure intitulée « *Parafulmini e Controfigure* » (Paratonnerres et figurants).

- * Texte « *Passato Prossimo* » du même numéro de *Maelström* (Passé proche).
- * Texte « *A proposito di Ludd* » (de *Maelström*), discussion transcrite à propos de l'histoire de *Ludd* par des anciens participants à ce regroupement.
- * Article « *Crisi del Sindacato e Indicizzazione del Salario* » (Crise du Syndicat et Indexation des Salaires), qui analyse l'effet de l'accord de 1976 sur l'échelle mobile, à la lumière du mouvement récent des « autoconvocations » [*Collegamenti* n° 3].

Adresses :

Maelström, Accademia dei Testardi, C.P. 16 — 55 061 CARRAIA.
Collegamenti/Wobbly, via Correggio 18, 20 149 MILANO.
Primo Maggio, C.P. 10 168 MILANO.

SOMMAIRE

- Le laboratoire de la contre-révolution.
Italie 1979-1980*..... page 1
- Le Crépuscule. L'Opéraïsme italien et ses environs*..... page 21
- Postface. Généalogie en pointillés page 35

*Textes traduits de l'italien

~~Pour toute correspondance:
OMBRE HERETIQUE
c/o L'HERBE ROUGE
1 bis, rue d'Alesia
75 014~~

Dépôt légal : 3e trimestre 1984.

Aussi faiblement perçus soient-ils, les mouvements de subversion contemporains projettent l'ombre hérétique de leur critique radicale.